



AVRIL
2023

Les coalitions politiques en Turquie à la veille des élections de 2023



Aurélien DENIZEAU

L’Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d’information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l’Ifri est une fondation reconnue d’utilité publique par décret du 16 novembre 2022. Elle n’est soumise à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L’Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l’échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité de l’auteur.

ISBN : 979-10-373-0692-0

© Tous droits réservés, Ifri, 2023

Couverture : Des politiciens de la table à six partis d’opposition turque, Istanbul, 15 décembre 2022 © Tolga İldun/Shutterstock

Comment citer cette publication :

Aurélien Denizeau, « Les coalitions politiques en Turquie à la veille des élections de 2023 », *Études de l’Ifri*, Ifri, avril 2023.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : ifri.org

Auteur

Aurélien Denizeau est docteur de l'Inalco en sciences politiques et relations internationales. Ses recherches portent sur la vision stratégique de la Turquie et les évolutions de sa politique étrangère.

Diplômé de Sciences Po Paris en histoire et docteur de l'Inalco en sciences politiques et relations internationales, Aurélien Denizeau est l'auteur d'une thèse consacrée à la vision stratégique et diplomatique de l'islam politique turc. Son champ d'étude comprend la géopolitique de la Méditerranée orientale et du Moyen-Orient, les dynamiques internes à la Turquie, et leur impact sur la politique étrangère du pays.

Il s'intéresse également à la question des diasporas turques en Europe et aux relations turco-européennes. Turcophone, il a effectué de nombreuses enquêtes de terrain en Turquie et a notamment travaillé, en collaboration avec l'Ifri, sur le parti pro-kurde HDP, sur les médias turcs, sur l'avenir de l'Union douanière UE-Turquie et sur les influences stratégiques auxquelles est soumis le président Erdoğan.

Résumé

Année du centenaire de la République, d'ores et déjà marquée par un double séisme meurtrier dans le sud-est du pays en février, 2023 est également une année électorale pour la Turquie. Les élections générales (législatives et présidentielle) auront lieu le 14 mai et sont unanimement considérées comme cruciales pour l'avenir politique du pays. La campagne électorale s'est polarisée autour de deux grandes coalitions : l'Alliance du peuple, dirigée par le parti présidentiel AKP et le MHP, qui soutient la réélection du président Erdoğan ; et l'Alliance de la nation, formée par le grand parti kémaliste CHP avec cinq autres formations, et soutenant Kemal Kılıçdaroğlu comme candidat à la présidence. Deux autres coalitions sont également présentes et pourraient faire basculer le scrutin d'un côté ou de l'autre : l'Alliance pour le travail et la liberté autour du HDP progressiste et pro-kurde, et l'Alliance ancestrale, qui soutient le nationaliste Sinan Oğan.

Bien que cette configuration politique puisse sembler familière aux observateurs européens, où les coalitions entre partis sont fréquentes – notamment dans les régimes parlementaires, certains indices, tels que les tensions entre le İYİ et ses partenaires de l'Alliance de la nation sur le nom de Kılıçdaroğlu, remettent en question la nature de ces coalitions : sont-elles motivées par une proximité idéologique, ou ne constituent-elles que des outils tactiques pour la conquête du pouvoir. Ces coalitions semblent notamment dériver de la nature du régime politique turc et de son évolution au cours de la dernière décennie, avec une ultra-présidentialisation du système sous les mandats de Recep Tayyip Erdoğan qui a conduit l'ensemble des acteurs politiques à se positionner vis-à-vis de son pouvoir personnel. Alors que les conditions socio-économiques affaiblissent le socle électoral de l'AKP, les perspectives de ce scrutin semblent plus ouvertes que jamais.

Abstract

Already marked by a deadly double earthquake in the south-east of the country in February, 2023 is the year of the centenary of the Republic, but above all an election year for Turkey. The general elections (legislative and presidential) will take place on May 14 and are unanimously considered crucial for the political future of the country. The electoral campaign is polarized around two major coalitions: the People's Alliance, led by the presidential AKP and the MHP, which supports the re-election of President Erdoğan; and the Alliance of the Nation, formed by the main Kemalist party CHP with five other formations, and supporting Kemal Kılıçdaroğlu as presidential candidate. Two other coalitions are also present and could tip the election one way or the other: the Alliance for Work and Freedom around the progressive and pro-Kurdish HDP, and the Ancestral Alliance, supporting the nationalist Sinan Oğan.

While this political configuration may seem familiar to European observers, where cross-party coalitions are common – especially in parliamentary regimes, there are indications, such as the tensions between the İYİ and its partners in the Nation Alliance over the name of Kılıçdaroğlu, that call into question the nature of these coalitions: are they motivated by ideological proximity, or are they merely tactical tools for gaining power. In particular, these coalitions seem to derive from the nature of the Turkish political regime and its evolution over the last decade, with an ultra-presidentialization of the system under the mandates of Recep Tayyip Erdoğan which has led all political actors to position themselves on his personal power. As socio-economic conditions weaken the AKP's electoral base, the prospects for this election seem more open than ever.

Sommaire

INTRODUCTION	6
LA SPÉCIFICITÉ DES ÉLECTIONS GÉNÉRALES DE 2023	9
Des conditions socio-économiques qui affaiblissent le socle électoral de l'AKP	9
Un cadre institutionnel qui focalise les débats sur la fonction présidentielle	12
L'ALLIANCE DU PEUPLE : UN PROCESSUS D'AMALGAME DE PARTIS SUR FOND DE CONVERGENCE IDÉOLOGIQUE	14
Le basculement du MHP, élément fondateur	14
Des identités partisanes transcendées par un ciment idéologique national-conservateur	18
Un modèle qui ne facilite pas le maintien d'une identité partisane forte	19
L'ALLIANCE DE LA NATION : UN CARTEL ÉLECTORAL FRAGILISÉ PAR L'HÉTÉROGÉNÉITÉ DE SES MEMBRES.....	22
La longue et difficile quête d'unification de l'opposition	22
Une plate-forme à visée avant tout électorale	24
Les fragilités d'une alliance trop hétérogène	27
D'AUTRES ESSAIS DE COALITION EN MARGE	31
Une coalition progressiste et pro-kurde pour arbitrer le scrutin législatif ?	31
Le difficile accouchement d'une coalition nationaliste alternative.....	33
UN PAYSAGE POLITIQUE TOUJOURS PORTEUR D'INCERTITUDES ..	36

Introduction

Les incertitudes relatives aux élections générales (législatives et présidentielle) prévues pour le printemps 2023 en Turquie se sont approfondies à l'approche de ce scrutin décisif. Sa date elle-même a fait l'objet de nombreuses spéculations, et ce n'est qu'en janvier que le président Recep Tayyip Erdoğan (à ce poste depuis 2014¹) a annoncé leur tenue pour le 14 mai, soit quelques semaines avant le terme normal de son mandat. La catastrophe des deux séismes qui ont frappé le sud-est du pays, le 6 février, a conduit les observateurs à se demander si cette échéance pourrait être respectée. Après quelques jours de flou, et en l'absence de consensus sur le sujet, le président turc a choisi de ne pas repousser le scrutin. À peine l'annonce en avait-elle été faite que la principale coalition d'opposition révélait, le 7 mars, son candidat à l'élection présidentielle : Kemal Kılıçdaroğlu, président du parti kémaliste CHP² depuis 2010. Un choix qui n'a pas immédiatement fait l'unanimité dans son propre camp, puisque le principal partenaire du CHP, le İYİ³, mouvement nationaliste hostile à Recep Tayyip Erdoğan, a menacé pendant quelques jours de quitter la coalition⁴. Une crise interne brève mais intense, qui a conduit à s'interroger sur la solidarité des alliances partisanes construites en vue d'un scrutin tellement symbolique, l'année 2023 marquant le centenaire de la République turque.

La campagne en vue de ce vote s'est pratiquement polarisée autour de deux grandes coalitions : l'Alliance du peuple, reposant essentiellement sur le parti présidentiel AKP⁵ et le MHP⁶, et souhaitant la réélection du président Erdoğan ; et l'Alliance de la nation, construite autour de l'entente entre le CHP et le İYİ, avec Kemal Kılıçdaroğlu comme porte-drapeau. Les deux cartels électoraux incluent chacun des partenaires de taille plus modeste, et deux autres coalitions sont aussi présentes dans le paysage : l'Alliance pour le travail et la liberté, réunie autour du parti progressiste et pro-kurde HDP⁷, qui ne présente pas de candidat à l'élection présidentielle,

1. Il fut auparavant Premier ministre de 2003 à 2014, et principal meneur de l'AKP depuis sa victoire aux élections législatives de 2002.

2. Parti républicain du peuple [Cumhuriyet Halk Partisi].

3. Bon parti [İyi Parti].

4. Aux termes de négociations internes à la coalition d'opposition, il est ainsi décidé que si Kemal Kılıçdaroğlu sera bien le candidat commun, il s'engage à nommer vice-présidents le maire d'Istanbul Ekrem İmamoğlu et le maire d'Ankara Mansur Yavaş, dont la candidature était souhaitée par le İYİ.

5. Parti de la justice et du développement [Adalet ve Kalkınma Partisi], au pouvoir depuis 2002.

6. Parti d'action nationaliste [Milliyetçi Hareket Partisi].

7. Parti démocratique des peuples [Halkların Demokratik Partisi].

et l'Alliance ancestrale, qui soutient le nationaliste Sinan Oğan. Muharrem İnce, dissident du CHP, présente enfin une candidature indépendante à la présidentielle.

Une telle configuration peut, instinctivement, rappeler à l'observateur ouest-européen les schémas des grandes démocraties parlementaires. L'Allemagne, par exemple, voit traditionnellement deux grands partis de centre-droit, la CDU⁸ et la CSU⁹, s'unir en coalition pour les élections ; face à ce bloc, le centre-gauche du SPD¹⁰ est allié avec le parti écologiste. La constitution de ces coalitions permet la création de majorités absolues au Parlement, définissant la couleur politique du gouvernement qu'elles soutiennent. Bien souvent, un jeu d'alliance avec de plus petites formations (comme le Parti libéral-démocrate dans l'exemple allemand) permet à ces dernières de jouer un rôle d'arbitre, et de favoriser l'alternance. Si le paysage politique turc, polarisé autour des deux grandes coalitions que nous avons décrites, de surcroît organisées depuis plusieurs années, peut rappeler au premier regard cette configuration, certains indices, comme les tensions qui ont opposé le İYİ à ses partenaires, conduisent à s'interroger sur la nature de ces coalitions. Obéissent-elles réellement à des logiques de proximité idéologique, ou bien ne sont-elles qu'un instrument tactique pour la conquête du pouvoir ? La très grande diversité des mouvements politiques en présence pourrait en effet conduire à un éclatement de l'offre partisane, schéma que ces grands regroupements empêcheraient.

En réalité, le principe des coalitions paraît dériver de la nature du régime politique turc et de son évolution au cours de la dernière décennie. D'une part, la nécessité depuis 1982 de rassembler 10 % des voix – seuil abaissé à 7 % en 2022 – pour entrer au Parlement conduit traditionnellement les petits partis à rechercher des alliances afin de passer ce « barrage ». Mais surtout, l'ultra-présidentialisation du système sous les mandats de Recep Tayyip Erdoğan a conduit l'ensemble des acteurs politiques à se positionner vis-à-vis de son pouvoir personnel, qu'il s'agisse de le soutenir ou de le combattre. Cette focalisation sur un homme et sur le régime qu'il a façonné à sa main simplifie le clivage, en reléguant les questions idéologiques en arrière-plan.

Les deux grandes coalitions en lice ne sont pas pour autant de même nature. L'Alliance du peuple, qui soutient le président, résulte avant tout d'une convergence idéologique entre ses membres, ce qui la rend particulièrement solide – mais au détriment de l'identité spécifique des partis qui la composent. L'Alliance de la nation s'est quant à elle construite sur la volonté commune de mouvements très différents de mettre fin au

8. Alliance chrétienne-démocrate d'Allemagne [Christlich Demokratische Union Deutschlands].

9. Union chrétienne-sociale en Bavière [Christlich-Soziale Union in Bayern], équivalent bavarois, quoique davantage conservateur, de la CDU.

10. Parti social-démocrate d'Allemagne [Sozialdemokratische Partei Deutschlands].

régime présidentiel erdoğaliste, l'union ne résulte pas d'une convergence de vision globale mais d'une nécessité tactique et politique. Cette différence fondamentale explique en grande partie la fragilité de cette opposition qui, à l'inverse du bloc présidentiel, peine à garder son unité ; instabilité accrue par le fait que d'autres mouvements d'opposition, de tendance pro-kurde ou nationaliste, se déplacent dans le même espace politique et paraissent également tentés par des schémas d'alliance.

La spécificité des élections générales de 2023

Le contexte politique du début 2023 est inédit : malgré leur grande disparité et leur fiabilité incertaine, les sondages suggèrent régulièrement depuis 2021 la possibilité d'une défaite de l'AKP. Non seulement le parti présidentiel pourrait perdre la majorité parlementaire qu'il détient jusqu'alors grâce à l'appoint du MHP, mais il ne semble pas exclu que Recep Tayyip Erdoğan soit défait à l'élection présidentielle concomitante. Cette situation paraissait encore difficilement envisageable quelques années plus tôt. Certes, les élections du 7 juin 2015 avaient vu l'AKP perdre sa majorité législative, un premier revers après une série de victoires ininterrompues entamée en 2002. Mais cet échec s'apparentait davantage *a posteriori* à un accident de parcours qu'à un véritable coup d'arrêt pour l'AKP. En effet, les partis d'opposition s'étaient montrés incapables de s'unir pour former une majorité parlementaire, conduisant à l'organisation de nouvelles élections que l'AKP avait largement remportées (49,5 % des voix, 317 sièges sur 550). Du reste, bien qu'il se fût impliqué dans la campagne législative, ce n'est pas Recep Tayyip Erdoğan en personne qui avait été battu. En juin 2018, les élections législatives et présidentielle s'étaient d'ailleurs traduites par un nouveau succès pour la coalition AKP-MHP, qui obtenait la majorité à l'Assemblée nationale (344 sièges sur 600) tandis que le président était réélu au premier tour avec 52,6 % des voix.

Cette dynamique de succès électoraux s'est cependant enrayée lors des élections municipales tenues l'année suivante, l'AKP perdant notamment les mairies d'Istanbul et d'Ankara. L'effritement du bloc majoritaire est sans doute lié à la dégradation de la situation économique et à l'émergence de nouvelles générations moins sensibles au discours conservateur de l'AKP ; mais il s'explique aussi par un contexte institutionnel qui place la figure présidentielle au cœur du jeu politique, favorisant l'unité tant de ses partisans que de ses adversaires.

Des conditions socio-économiques qui affaiblissent le socle électoral de l'AKP

Depuis 2018, la Turquie connaît une situation de crise monétaire et économique qui va en s'aggravant, au point de devenir la principale préoccupation de l'électorat. Dans une enquête de l'institut Optimar de mars 2022, 75,8 % des sondés considéraient les questions économiques

comme « le plus important problème » du pays¹¹ ; on retrouve un chiffre similaire (75,4 %) dans une enquête de l'institut Sonar de juin 2022¹². La Turquie connaît notamment une inflation préoccupante, qui a atteint en octobre 2022 un niveau record de 85 % sur un an selon les chiffres officiels, contestés par des institutions indépendantes qui en donnent de plus alarmistes encore¹³. Les partisans de Recep Tayyip Erdoğan mettent en avant des facteurs extérieurs (« guerre commerciale » menée par le président américain Donald Trump à l'été 2018, crise du coronavirus à partir de 2020, guerre en Ukraine depuis février 2022...) pour expliquer cette situation. Mais ses adversaires y voient les conséquences d'une politique économique hétérodoxe qui, en refusant la hausse des taux d'intérêts, entraîne la dévaluation de la lire.

La crise économique a des conséquences d'autant plus graves pour le pouvoir que sa base électorale repose essentiellement sur les classes populaires, les plus fragiles face à des chocs de cette nature. Si le phénomène inflationniste a beaucoup pénalisé les Turcs utilisant des devises étrangères, appartenant donc à une classe sociale plus favorisée, l'augmentation rapide du prix de certaines denrées de base, comme la viande, a frappé l'ensemble de la population et davantage précarisé les moins bien lotis. Recep Tayyip Erdoğan a annoncé, en décembre 2022, un train de mesures supposées préserver le pouvoir d'achat des plus modestes, notamment une hausse du salaire minimum de 54,5 %¹⁴, et l'abolition de l'âge légal pour toucher une retraite. Mais les effets de ces mesures ne suffisent pas à compenser ceux de la hausse des prix¹⁵. La dégradation du pouvoir d'achat économique est donc au cœur de la campagne électorale, qui s'articule autour de deux discours concurrents : en insistant sur les facteurs externes, la coalition au pouvoir laisse entendre qu'un nouveau dirigeant ne pourrait pas redresser la situation ; l'opposition, pour sa part, estime que la crise est liée au manque de confiance des investisseurs et des partenaires étrangers dans la personnalité de Recep Tayyip Erdoğan, qui les amène à sanctionner l'économie turque. Le débat s'articule en fait davantage autour de la figure présidentielle que de questions idéologiques : sur le fond, quoique favorable à une plus grande autonomie de la Banque centrale, l'opposition présente un programme économique classique, pas

11. A. Selvi, « Ekonomi ve Ukrayna savaşı anketlere nasıl yansdı » [Comment l'économie et la guerre en Ukraine sont perçues dans les enquêtes d'opinion], *Hürriyet*, 24 mars 2022.

12. H. Bayrakçı, « Türkiye Geneli Siyasi Eğilimler Araştırması – Haziran 2022 » [Recherche sur les tendances politiques générales en Turquie, juin 2022], *Sonar Araştırma*, juin 2022, disponible sur : www.sonararastirma.com.

13. M. Debelloir, « Turquie : l'inflation continue d'exploser et atteint 85 % », *Cryptoast*, 3 novembre 2022, disponible sur : www.cryptoast.fr.

14. S. Belhassem, « Turquie : Erdogan annonce une hausse du salaire minimum de 54 % à partir de janvier », *La Tribune*, 25 décembre 2022.

15. Entretiens menés par l'auteur à Istanbul et Ankara au cours du mois de janvier 2023.

bien éloigné de celui de l'AKP dans les années 2000¹⁶, et qui ne remet donc pas en cause le modèle libéral des dernières décennies. Dès lors, le débat n'est pas systémique, mais lié aux pratiques du président. « Les bases économiques du pays sont saines ; si Recep Tayyip Erdoğan quitte le pouvoir, la politique des taux d'intérêts [sous contrôle] cessera et les investisseurs reviendront en Turquie », estimait ainsi, au plus fort de la crise, le conseiller économique d'un des cadres de l'Alliance de la nation¹⁷.

Un autre facteur structurel pourrait expliquer l'érosion progressive de la cote de l'AKP dans les enquêtes de popularité : on évoque désormais un changement générationnel. Le parti de Recep Tayyip Erdoğan a incarné une nouvelle génération conservatrice, née dans les années 1960 à 1980, qui a grandi dans un environnement de réislamisation contrôlée par l'armée. Les militaires, ainsi que les gouvernements libéraux-conservateurs comme celui de Turgut Özal (1983-1989), avaient en effet adjoint dans leur offre politique un islam sous contrôle étatique au nationalisme traditionnel, afin de couper l'herbe sous le pied des mouvements islamistes, et aussi parce qu'ils considéraient les valeurs religieuses comme un rempart face au communisme¹⁸. Cette synthèse « islamo-nationale » a imprégné de ses valeurs conservatrices plusieurs générations qui sont arrivées à maturité dans les années 1990 et 2000. Paradoxalement, les restrictions imposées dans le même temps à l'expression publique de l'islam (à l'exemple du voile, dont le port était interdit dans les institutions publiques) ont conduit toute une frange de l'électorat à adhérer au projet de l'AKP, qui défendait la liberté de la pratique religieuse¹⁹. Or, les générations qui arrivent à maturité à l'aube des années 2020 sont bien différentes. Depuis leur enfance, elles n'ont vu au pouvoir que l'AKP et Recep Tayyip Erdoğan, dans un contexte d'autoritarisme croissant. Plus urbaines²⁰ et plus éduquées, ces générations se sont éloignées du conservatisme religieux qui caractérisait le premier électorat de l'AKP²¹. L'instrumentalisation du fait religieux par le parti au pouvoir a en outre suscité une réaction contraire de la part de la jeunesse, qui est beaucoup moins pratiquante que ses aînés. Il est évidemment difficile de quantifier le phénomène, mais les rituels religieux semblent bien moins suivis par la jeunesse, de plus en plus de jeunes adultes se décrivant

16. Rappelons ici qu'une des principales figures de la « Table des Six » réunissant l'opposition n'est autre qu'Ali Babacan, ministre de l'Économie du gouvernement AKP de 2002 à 2007.

17. Entretien avec l'auteur à Istanbul, 25 juin 2022.

18. G. Dorransoro, *Que veut la Turquie ? Ambitions et stratégies internationales*, Autrement, 2009, pp. 34-37.

19. D. Billion, *La Turquie : Un partenaire incontournable*, Eyrolles, 2021, pp. 75-78.

20. À l'orée des années 2010, plus de 75 % de la population vit en espace urbain, contre 25 % en moyenne dans la décennie 1960 (Hamit Bozarslan, *Histoire de la Turquie : De l'Empire ottoman à nos jours*, Tallandier, 2^e édition, 2015, p. 442).

21. R. Soyulu, « Turkish Youth Increasingly Secular and Modern under Erdogan, Poll Finds », *Middle East Eye*, 20 mars 2019, disponible sur : www.middleeasteye.net.

en outre comme agnostiques, déistes ou plus rarement athées²². Si le phénomène se confirme, on peut en tirer l'hypothèse que le socle électoral de l'AKP se réduira tendanciellement avec le changement des générations : Recep Tayyip Erdoğan aura du mal à renouveler son vivier de votants.

L'érosion progressive de l'AKP semble donc liée à un affaiblissement politique de Tayyip Erdoğan. Qu'il s'agisse de la crise économique, des accusations d'autoritarisme ou de la contestation d'un modèle de société conservateur, tout pointe vers la figure du président. Or, un échec personnel du président entraînerait, dans le contexte institutionnel actuel, la déroute de son parti.

Un cadre institutionnel qui focalise les débats sur la fonction présidentielle

La réforme constitutionnelle de 2017 apparaît comme la dernière et la plus vaste modification apportée par l'AKP à la constitution de 1982. Les partisans des réformes successives les ont généralement justifiées par le caractère autoritaire de cette constitution, adoptée au lendemain du coup d'État de 1980, sous patronage de l'armée. Leurs adversaires, à l'inverse, y ont vu une volonté de modifier le régime pour avantager le parti majoritaire. Quoiqu'il en soit, la réforme de 2017 se distingue par l'ampleur des pouvoirs qu'elle accorde au président de la République²³, faisant passer la Turquie d'un régime parlementaire mené par un duo exécutif président-Premier ministre à un régime présidentiel hypertrophié en faveur du chef de l'État. Ce dernier combine en effet la fonction présidentielle avec celle de chef de gouvernement, car le poste de Premier ministre est supprimé. Il lui revient donc le choix d'un vice-président (aux attributions très limitées) et de l'ensemble des ministres. Le président de la République a également la possibilité de gouverner par décret, ainsi que de déclarer l'état d'urgence. La réforme lie enfin son destin à celui du Parlement (dont les membres passent de 550 à 600), en établissant la concomitance de leur élection. Le président peut donc dissoudre le Parlement, mais il doit alors se représenter lui-même devant les électeurs ; inversement, les parlementaires peuvent destituer le président, mais il leur faut en ce cas dissoudre leur assemblée et accepter un nouveau scrutin législatif. Si le régime ainsi redessiné bénéficie pleinement à la figure autoritaire de Recep Tayyip Erdoğan, il lui impose toutefois quelques limitations. En premier lieu, le président de la République ne peut effectuer que deux mandats complets. Par ailleurs, une absence de majorité parlementaire lui laisserait certaines

22. D. Minoui, « Turquie : quand la jeune génération boude discrètement la religion », *Le Figaro*, 16 février 2021.

23. Il est à noter que déjà, son élection au suffrage universel, menée pour la première fois en 2014, donnait *de facto* un pouvoir bien plus important au président Erdoğan qu'à ses prédécesseurs, élus par l'Assemblée nationale.

attributions, mais limiterait ses possibilités de légiférer à sa guise, *a fortiori* d'imposer de nouveaux changements constitutionnels. En effet, il faut l'appui d'au moins 360 députés (sur 600) pour réviser la constitution à la suite d'un processus référendaire, et même de 400 en l'absence de référendum.

Dans ce contexte, les élections législatives et présidentielle sont donc étroitement liées. Concourir à ce scrutin implique tout à la fois la formation d'une alliance électorale susceptible d'emporter la majorité au Parlement, et le choix d'un candidat à la présidence de la République capable de conduire ce rassemblement. Les deux principaux blocs en présence aujourd'hui semblent cependant adopter des stratégies opposées face à cette situation. Du côté de l'Alliance populaire, qui défend l'actuel régime présidentieliste, les logiques de parti disparaissent en faveur du soutien à Recep Tayyip Erdoğan. En revanche, l'Alliance de la nation, favorable au retour au parlementarisme, se construit sur une coalition de partis politiques, le candidat présidentiel qu'ils se donnent n'ayant théoriquement pas d'autre rôle que de porter au pouvoir leur programme commun.

L'Alliance du peuple : un processus d'amalgame de partis sur fond de convergence idéologique

C'est dans le sillage du référendum de 2017 et en vue des futures élections générales que s'est formée la coalition soutenant Recep Tayyip Erdoğan. Elle a été révélée le 30 novembre 2017, lorsque le président du MHP, Devlet Bahçeli, a dévoilé à la télévision l'existence de pourparlers en vue de créer une alliance électorale : « nous pouvons l'appeler "alliance présidentielle" », déclare-t-il alors. Le 20 février 2018, le président Erdoğan confirme la constitution et le nom de cette alliance entre AKP et MHP. En mai 2018, le BBP²⁴, un petit parti de tendance islamiste et nationaliste radicale, rejoint cette coalition. Le ciment de l'alliance est bien le choix fait par le MHP d'abandonner sa logique d'opposition et de se rallier au parti majoritaire. Cette décision est en ligne avec l'évolution des positions de Recep Tayyip Erdoğan qui s'est rapproché depuis 2015 d'un positionnement bien plus nationaliste. Il ne s'agit donc pas d'une simple alliance électorale tactique, mais plutôt d'un accord reposant sur une convergence idéologique. La nature même du régime présidentiel laisse néanmoins à Recep Tayyip Erdoğan une grande autonomie de mouvement et c'est surtout ici l'avenir du MHP comme parti qui est remis en question.

Le basculement du MHP, élément fondateur

Bien davantage que la « Table des Six » qui lui fait face, l'Alliance du peuple s'appuie sur une entente bipartite. Certes, le BBP en est formellement membre et le Yeniden Refah²⁵, autre mouvement islamiste, a aussi annoncé son ralliement en mars 2023. Le faible poids électoral et l'absence de notoriété²⁶ de ces deux petits partis les marginalisent cependant d'emblée.

24. Parti de la grande unité [Büyük Birlik Partisi].

25. Nouveau parti de la prospérité fondé par Fatih Erbakan, le fils de l'islamiste Necmettin Erbakan. Son nom renvoie au Parti de la prospérité [*Refah Partisi*] fondé en 1983 par Necmettin Erbakan, Premier ministre de 1996 à 1997, et interdit par la Justice en 1998. Ce parti fut la matrice de nombreuses figures de l'islam politique turc, notamment de ceux qui fondèrent l'AKP en 2001.

26. Ne disposant que d'un seul député, obtenu grâce à l'alliance avec l'AKP et le MHP en 2018, le BBP est crédité de moins d'1 % dans les sondages. Il en va de même du Yeniden Refah, qui n'a pour sa part aucun représentant au Parlement (sa création remontant à novembre 2018).

C'est donc le MHP, par son ralliement à l'AKP et au président Erdoğan, qui est le vrai moteur de cette stratégie d'alliance. En termes d'effectifs, avec des scores qui tournent autour de 10 % dans les années 2010, et plusieurs dizaines de députés²⁷, c'est un partenaire conséquent. Surtout, et contrairement au BBP et au Yeniden Refah, le MHP possède un ancrage historique et symbolique important en Turquie. Formellement fondé en 1969²⁸ par Alparslan Türkeş, un des militaires putschistes de 1960, il a toujours été la principale incarnation du nationalisme turc radical. S'il ne dédaigne pas les ententes avec les partis religieux, le MHP s'affirme kémaliste, nationaliste et séculier. C'est au nom de ces principes qu'il s'est opposé à l'AKP jusqu'au milieu des années 2010. Lors de la campagne législative de 2015, Devlet Bahçeli, qui mène le parti d'une main de fer depuis la mort de Türkeş en 1997, avait même déclaré qu'il avait l'intention de faire poursuivre et juger Recep Tayyip Erdoğan²⁹. Le MHP apparaît donc comme un parti structurant de l'histoire politique turque contemporaine : il représente toute cette frange nationaliste qui s'est opposée aux mesures libérales de l'AKP, attachée aux valeurs traditionnelles tout en rejetant l'islam politique. L'entente nouée avec ce mouvement ne traduit pas seulement les capacités stratégiques de Recep Tayyip Erdoğan ; elle révèle aussi son changement de posture idéologique au cours des années 2010.

Les considérations idéologiques précédemment évoquées expliquent en effet la rude opposition entre le MHP et l'AKP tout au long des années 2010. Les critiques que formule le parti nationaliste sont alors d'ordre symbolique, sécuritaire et stratégique. En premier lieu, le MHP revendique un héritage kémaliste, fondé notamment sur le sécularisme. Son narratif diffère ainsi profondément de celui de l'AKP, qui remet en cause, lors de ses premières années au pouvoir, le modèle d'État-nation jacobin hérité du kémalisme. Mais c'est avant tout « l'ouverture kurde » entamée par Recep Tayyip Erdoğan qui est critiquée par les nationalistes. Les droits culturels, notamment linguistique³⁰, octroyés par l'AKP aux Kurdes, ébranlent le « grand tabou de la République³¹ » et les fondements même du nationalisme turc tel qu'il a été pensé au XX^e siècle. À partir de 2012, cette ouverture se double de négociations avec le mouvement séparatiste du

27. 13 % des voix et 18 députés aux élections législatives de juin 2011 ; 12 % des voix et 40 députés à celles de novembre 2015.

28. Il est l'héritier du CKMP (Parti national républicain et paysan [Cumhuriyetçi Köylü Millet Partisi]), fondé en 1958 et dont Alparslan Türkeş prend la tête en 1965.

29. « MHP lideri Devlet Bahçeli: Böyle giderse Erdoğan'ın sonu Zeynel Abidin Bin Ali gibi olacak » [Le chef du MHP Devlet Bahçeli : S'il continue ainsi, Erdoğan connaîtra la même fin que Zine el-Abidine Ben Ali], *Hürriyet*, 17 mars 2015.

30. G. Perrier, « Progressivement, Ankara autorise la langue et la culture kurdes à sortir de la clandestinité », *Le Monde*, 9 décembre 2009

31. D. Schmid, « L'AKP face au tabou kurde », *Ifri*, repère sur la Turquie n° 3, 8 juin 2009, disponible sur : www.ifri.org.

PKK³², qui sont très vivement dénoncées non seulement par le MHP, mais également par les kémalistes du CHP. Enfin, la politique étrangère de l'AKP indispose progressivement le MHP, qui lui reproche de privilégier la solidarité religieuse et le soutien aux mouvements musulmans sunnites à la défense des intérêts nationaux. C'est en particulier la position de l'AKP vis-à-vis de la guerre civile syrienne (à partir de 2011) et du conflit israélo-palestinien qui est critiquée, le MHP étant favorable au maintien de relations diplomatiques avec Bachar el-Assad et à une bonne entente avec Israël. En d'autres termes, jusqu'au milieu des années 2015, l'opposition du MHP au mouvement erdoğāniste répond avant tout à des considérations idéologiques, le mouvement incarnant la frange nationaliste de l'opinion publique qui s'oppose tout à la fois à l'islam politique et aux initiatives de libéralisation de l'AKP.

Ainsi, le rapprochement progressif du MHP avec l'AKP au cours de la dernière décennie témoigne moins d'un changement de cap du mouvement nationaliste, qui reste dans l'ensemble fidèle à son corpus idéologique originel, que d'une évolution du positionnement de Recep Tayyip Erdoğan. L'année 2015 est à ce titre très importante. Mis en minorité au parlement lors des élections législatives de juin, l'AKP parvient à se maintenir aux affaires en raison de l'incapacité des mouvements d'opposition à se coaliser pour gouverner ensemble – le MHP et le HDP pro-kurde étant manifestement incapables de faire cause commune. Parallèlement, les effets de la guerre civile syrienne se font sentir en Turquie même : des attentats attribués à l'État islamique frappent le pays tandis que le PKK, qui accuse la Turquie de complaisance envers le mouvement djihadiste, relance les hostilités³³. L'été 2015 est ainsi marqué tout à la fois par de premières frappes de l'armée turque dans le nord de Syrie, et par un climat de quasi-guerre civile entre les militaires et le PKK dans le sud-est de la Turquie. En quelques mois, le président Erdoğan change radicalement de discours : il renonce officiellement au processus de négociations avec le PKK, fait de ce dernier – et du HDP, qu'il associe dans ses discours au mouvement terroriste – son ennemi prioritaire et met de fait au second plan la lutte contre le régime de Bachar el-Assad. Le coup d'État manqué du 15 juillet 2016 parachève cette évolution. Le président turc accuse la confrérie islamiste de Fethullah Gülen, avec laquelle les relations s'étaient dégradées à partir de 2010, puis rompues en 2013³⁴, d'avoir organisé le putsch ; il fait chasser des milliers de fonctionnaires et de militaires qui, à tort ou à raison,

32. Parti des travailleurs du Kurdistan [Partiya Karkerên Kurdistan]. Fondé en 1984 par Abdullah Öcalan, ce mouvement armé demande d'abord l'indépendance, puis l'autonomie, des provinces kurdes de Turquie. Il est classé comme terroriste par Ankara mais également par les États-Unis, l'Union européenne et le Royaume-Uni.

33. « Le PKK revendique le meurtre de policiers turcs », *Le Figaro*, 22 juillet 2015.

34. B. Balci, « Islam et politique en Turquie : alliance et rupture entre le mouvement de Fethullah Gülen et le Parti de la Justice et du Développement de Recep Tayyip Erdoğan », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 28, n° 1-2, 2021, pp. 144-149.

sont accusés d'en être proches. C'est dans le vivier nationaliste que sont recrutés la plupart de leurs remplaçants, en particulier parmi les officiers qui avaient été mis à l'écart au cours de la décennie 2000, et qui se voient réhabilités ou rappelés aux affaires. Accessoirement, l'été 2016 est marqué par un net rapprochement avec la Russie, qui permet à la Turquie d'obtenir l'aval de Moscou pour intervenir en Syrie contre les milices kurdes et djihadistes – mais sans attaquer le régime syrien. À la fin de l'année 2016, il n'existe ainsi plus de divergence idéologique majeure entre Recep Tayyip Erdoğan et le MHP : le président turc a renoncé à son ouverture kurde et désigné le PKK comme premier ennemi ; il a réhabilité les cadres de l'armée qui avaient été mis à l'écart et s'est rapproché de l'institution militaire ; enfin, il mène une politique étrangère moins idéologique, qui le conduit à aplanir ses différends avec la Russie et Israël.

C'est dans ce contexte que le MHP infléchit son discours, réduisant ses critiques à l'égard du mouvement islamo-conservateur à mesure que ce dernier, suivant l'évolution de son leader, fait sienne une ligne nationaliste et sécuritaire. L'alliance entre les deux partis n'est donc pas la cause, mais bien la résultante d'un rapprochement des lignes idéologiques. Elle se fait jour pour la première fois à l'occasion du référendum constitutionnel de 2017. Alors que le CHP fait campagne en faveur du « non », le MHP soutient le projet, qui est finalement adopté par 51,4 % des voix – un scrutin dont la régularité est par ailleurs largement mise en doute³⁵. Il ne reste plus aux deux mouvements qu'à formaliser l'alliance, ce qui est fait début 2018.

Le protocole³⁶ que signent Recep Tayyip Erdoğan et Devlet Bahçeli pour sceller leur entente a ceci d'intéressant qu'il définit d'emblée la date de 2023 comme un objectif commun. Il ne s'agit donc pas d'un accord ponctuel, mais d'une alliance pensée dès le début sur le long terme. Ce texte désigne par ailleurs Erdoğan comme seul candidat présidentiel commun, écartant d'office l'hypothèse d'une candidature issue du MHP. C'est une différence majeure avec l'opposition, dont les partis soutiennent chacun un candidat différent lors du scrutin de 2018. Les résultats du vote consolident et scellent l'alliance : avec 42,6 % des voix mais seulement 295 sièges sur 600, l'AKP seul n'atteint pas la majorité absolue au Parlement, et ne peut la construire qu'avec les 49 députés du MHP. En d'autres termes, le soutien du parti nationaliste est désormais indispensable pour gouverner.

35. L. Mas, « Turquie : bourrage d'urnes et fraudes en série pendant le référendum », *France 24*, 17 avril 2017.

36. « Cumhuriyet Halk Partisi Protokolü'nün tam metni ortaya çıktı » [Le texte intégral du protocole de l'Alliance du Peuple a été révélé], *Star*, 4 mai 2018, disponible sur : www.star.com.

Des identités partisans transcendées par un ciment idéologique national-conservateur

La coalition électorale AKP-MHP tire une grande partie de sa solidité du rapprochement idéologique entre les deux mouvements, qui ont très largement aligné leur discours public. Le style de plus en plus autoritaire du président Erdoğan a dans le même temps éloigné de lui la frange libérale de son mouvement. L'AKP déployait en effet à ses débuts un programme pro-européen, favorable à l'ouverture de la société turque et à la libéralisation de sa vie publique. Cette tendance était notamment personnifiée par Ali Babacan, ministre de l'Économie à deux reprises (2002-2007, 2009-2014) et négociateur en chef pour l'adhésion à l'Union européenne (2005-2009) ; elle a été progressivement mise à l'écart. Par ailleurs, la rupture de Recep Tayyip Erdoğan avec la confrérie de Fethullah Gülen a privé l'AKP de militants islamistes dont on avait protégé l'entrée dans les institutions publiques et les services de sécurité. La double amputation que subit ainsi l'AKP, de son aile libérale d'une part, d'une partie de sa militance religieuse de l'autre, a favorisé l'ascension au sein du parti présidentiel de figures au profil davantage national-conservateur. Ministre de l'Intérieur depuis 2016, Süleyman Soyly représente parfaitement cette tendance³⁷. Il n'est pas issu de l'islam politique mais du Parti démocrate, de tendance libérale-conservatrice mais séculière ; il n'a rejoint l'AKP qu'en 2012. Une fois en poste, il a fait arrêter des maires du HDP, et a participé activement aux purges visant les anciens militants gülenistes, ce qui lui a valu l'approbation des nationalistes.

Parallèlement, le rapprochement du MHP avec l'AKP a entraîné une fracture au sein du parti nationaliste. La campagne pour le référendum constitutionnel d'avril 2017 a cristallisé ces difficultés : un certain nombre de cadres et de députés du MHP ont pris à ce moment-là leurs distances avec les choix de Devlet Bahçeli. Les dissidents, menés par Meral Akşener et Koray Aydın, ont finalement choisi de rompre avec le mouvement et de fonder leur propre parti, le İYİ. Meral Akşener en est devenue la présidente et Koray Aydın le vice-président. Or, ces défecteurs incarnaient en majorité la tendance laïque du MHP, très critique envers l'islam politique³⁸. En miroir de ce que l'on observe avec le départ des libéraux de l'AKP, la scission de cette frange séculière et anti-islamiste du MHP favorise la tendance la plus conservatrice dans le parti originel.

37. « Süleyman Soyly kimdir? İşte Süleyman Soyly'nun hayatı ve siyasi kariyeri hakkında bilgiler... » [Qui est Süleyman Soyly ? Voici des informations sur la vie et la carrière politique de Süleyman Soyly...], *Sözcü*, 12 avril 2020, disponible sur : www.sozcu.com.

38. A. Bonzon, A. Levent, « Meral Akşener, une "louve" nationaliste face à Erdoğan », *Slate*, 27 avril 2018, disponible sur : www.slate.fr.

L'AKP, privé de ses libéraux et des gülenistes, et le MHP, amputé de sa frange laïque, se retrouvent ainsi sur un logiciel idéologique qui n'est pas sans rappeler la synthèse islamo-nationaliste conçue par les milieux conservateurs des années 1980. Conciliant la défense de valeurs religieuses traditionnelles et le nationalisme, elle postule une complémentarité entre islam sunnite et nation turque : l'islam aurait offert à la Turquie son identité spirituelle, tandis que le nationalisme turc aurait protégé le modèle religieux musulman d'une dénaturation par le monde occidental ou les communistes³⁹. Cette ligne idéologique se retrouve aujourd'hui dans les discours publics tant de l'AKP que du MHP. C'est ainsi que, par exemple, en 2020, le retour à l'état de mosquée de la basilique Sainte-Sophie a été salué par les deux partis : tandis que le porte-parole de l'AKP, Ömer Çelik, s'en prenait aux États étrangers qui déploraient la décision⁴⁰, Devlet Bahçeli a fait savoir que « la mosquée Sainte-Sophie doit retrouver les cœurs des musulmans, et ses portes doivent bien sûr être ouvertes au culte⁴¹ ». Plus récemment, Süleyman Soylu a évoqué le sujet lors d'une déclaration mêlant vocabulaire religieux et tonalité nationaliste⁴².

Un modèle qui ne facilite pas le maintien d'une identité partisane forte

Si cette convergence idéologique manifeste facilite le maintien de la coalition, elle pose en revanche la question de la capacité de chacun des partis qui la composent à préserver une identité propre. Officiellement, l'Alliance du peuple repose sur une entente réaliste entre partis partageant des objectifs communs, mais conservant chacun son identité propre, selon un modèle classique de coalition. Du côté du MHP, on observe même une certaine insistance sur la conditionnalité de l'alliance : celle-ci ne peut tenir que si l'AKP conserve la ligne idéologique adoptée ces dernières années. Mevlüt Karakaya, député d'Adana et vice-président du MHP, dépeint notamment son parti comme « extrêmement sensible à la lutte contre toutes les organisations terroristes, y compris le PKK et le mouvement Gülen », « satisfait de la lutte du gouvernement » et « déterminé à la soutenir jusqu'au bout⁴³ ». De ce fait, « il n'y a pas d'élément problématique » dans le rapport d'alliance. Mais il ajoute que cette question

39. T. Jossieran, *La nouvelle puissance turque : L'adieu à Mustapha Kemal*, Ellipses, 2010, p. 26.

40. « AKP Sözcüsü Çelik'ten Ayasofya açıklaması » [Explication du porte-parole de l'AKP Çelik sur Sainte-Sophie], *Yeniçağ*, 12 juillet 2020, disponible sur : www.yenicaggazetesi.com.

41. « Son dakika... MHP lideri Bahçeli'den Ayasofya açıklaması » [Dernière minute... Explication du chef du MHP Bahçeli sur Sainte-Sophie], *Hürriyet*, 14 juin 2020, disponible sur : www.hurriyet.com.

42. « Süleyman Soylu: Ayasofya-i Kebir Cami-i Şerifi bu ülkenin namusu ve istikbalinin garantisidir » [Süleyman Soylu : La mosquée Sainte-Sophie est la garantie de l'honneur et de l'avenir de ce pays], *Sürmanşet Haber*, 11 décembre 2022, disponible sur : www.surmansethaber.net.

43. Entretien avec l'auteur à Ankara, 22 juin 2022.

de la lutte contre le terrorisme peut être considérée comme « une ligne rouge pour le MHP ». En d'autres termes, le parti n'accepterait pas d'alliance avec un gouvernement qui discuterait avec le PKK ou avec le mouvement de Gülen – comme l'avait fait l'AKP jusqu'au milieu des années 2010. Une ancienne candidate du MHP aux élections législatives s'exprime encore plus nettement : « Si l'AKP entre dans un nouveau processus de négociation avec le PKK, ou s'il remet en question les fondamentaux de la République turque, nous rompons évidemment l'alliance⁴⁴ ». Ces éléments peuvent laisser penser que la coalition gouvernementale laisse à chacun de ses acteurs une certaine autonomie dans l'expression de son identité politique.

L'observation des faits conduit toutefois à s'interroger sur la capacité des partenaires de l'AKP à ne pas se faire absorber, au risque de perdre leur caractère propre. En matière de politique étrangère, l'exemple du dossier des Ouïghours illustre les limites qui pourraient gêner le MHP dans l'expression de sa vision idéologique. Traditionnellement la majorité de la mouvance nationaliste turque soutient vigoureusement cette minorité turcophone persécutée en Chine⁴⁵. En juin 2019, le parti s'est retrouvé en porte-à-faux sur cette question avec sa base électorale : un député du İYİ venait de déposer une proposition d'enquête parlementaire relative à l'oppression des Ouïghours par le gouvernement chinois ; tandis que les députés de l'AKP votaient contre la proposition, ceux du MHP se sont abstenus, permettant son rejet par le Parlement⁴⁶. Quelques mois plus tôt, un député du HDP avait déjà mis le MHP dans une situation embarrassante en dénonçant la complaisance de l'AKP et de ses alliés envers la répression chinoise au Xinjiang⁴⁷. De nombreux internautes proches de la mouvance nationaliste témoignaient alors de leur confusion, voyant un député prokurde plus attaché que le MHP à cette cause, pourtant traditionnellement forte dans les milieux turquistes. Si cette prudence peut s'expliquer par la volonté de ne pas briser la coalition sur un sujet perçu comme secondaire, elle montre qu'il peut être difficile de soutenir un gouvernement sans renier son identité politique. Les mêmes interrogations se posent au sujet de l'alliance scellée, le 11 mars 2023, entre l'AKP et le Huda Par⁴⁸, parti singulier qui se revendique tout à la fois de l'islamisme et de l'autonomisme kurde. Certes, il n'a pas rejoint formellement l'Alliance du peuple, se limitant à un accord bipartisan avec l'AKP⁴⁹, mais son soutien à la

44. Entretien avec l'auteur à Ankara, 3 novembre 2022.

45. T. Bilener, *La Turquie et la Chine : Une nouvelle convergence en Eurasie ?*, L'Harmattan, 2019, pp. 239-240.

46. S. Oktay, « Turkey's Phantom Coalition: The AKP-MHP Partnership and Turkish Foreign Policy », *APSA MENA Politics Newsletter*, vol. 3, n° 1, printemps 2020, p. 18.

47. Son intervention a été partagée sur son compte twitter, disponible sur : www.twitter.com.

48. Parti de la cause libre [Hür Dava Partisi].

49. « HÜDA-PAR supports People's Alliance in Türkiye elections », *Daily Sabah*, 19 mars 2023, disponible sur : www.dailysabah.com.

candidature de Recep Tayyip Erdoğan en fait *de facto* un allié du MHP, mettant l'orthodoxie nationaliste de ce dernier à l'épreuve. La question se pose en revanche moins pour le BBP, qui reprochait dans les années 1990 au MHP de ne pas associer suffisamment la défense de la religion au discours nationaliste, et qui paraît donc parfaitement compatible avec les bases idéologiques de l'Alliance populaire, tout comme le Yeniden Refah ; mais ils peinent de ce fait à se distinguer de leurs deux grands partenaires, et leur faible poids politique rend envisageable leur absorption par l'un d'eux.

En réalité, l'avenir du MHP semble largement corrélé au score qu'il peut obtenir aux élections législatives. Le parti a reculé dans les sondages au cours du premier trimestre 2023, passant régulièrement en dessous des 7 % nécessaires pour entrer au Parlement. Or, il est vital pour le MHP non seulement de dépasser ce seuil, mais aussi d'obtenir un score suffisamment élevé pour prétendre représenter une fraction significative de l'électorat, et disposer d'un nombre de députés qui le rende indispensable à Recep Tayyip Erdoğan pour obtenir une majorité. Le parti pourrait alors exciper de ce relatif succès pour maintenir sa propre ligne idéologique et se présenter comme un allié loyal mais distinct de l'AKP. En revanche, si les élections confirment sa baisse de poids électoral, il devient plus compliqué d'échapper à l'absorption par le parti majoritaire. Le retrait, l'affaiblissement ou la disparition de Devlet Bahçeli pourrait à terme achever d'affaiblir le MHP comme parti autonome. Ce phénomène se traduirait par un départ progressif des cadres et militants attachés au maintien d'une identité distincte, et entraînerait *de facto* une marginalisation croissante du parti.

L'Alliance du peuple évoque donc davantage la fusion progressive de mouvements unis dans un soutien à la politique du président Erdoğan qu'une coalition électorale telle que la connaissent les régimes parlementaires. Elle est tout à la fois plus solide, car elle repose sur des convergences idéologiques profondes, mais aussi plus problématique pour les partenaires de l'AKP, car elle complique la possibilité pour ces derniers d'exister en-dehors de l'alliance (ce qui explique peut-être la position particulière du Huda Par, qui la soutient sans en devenir formellement membre). Si cette situation n'a guère d'impact sur le BBP et le Yeniden Refah, de toute façon très marginaux sur la scène politique, elle est plus préoccupante pour le MHP, qui a historiquement incarné et porté toute une fraction de l'opinion publique attachée à un nationalisme intransigeant.

L'Alliance de la nation : un cartel électoral fragilisé par l'hétérogénéité de ses membres

Principale force alternative selon les sondages, l'Alliance de la nation est elle aussi formée par la coalition de plusieurs partis, dont certains sont solidement ancrés dans l'histoire politique turque. Mais davantage que d'une convergence idéologique, elle est le fruit d'un constat très pragmatique des mouvements d'opposition, qui ont pris conscience de la nécessité de s'unir pour parvenir au pouvoir. Il a fallu de longues années pour que ce constat aboutisse à une stratégie qui paraisse efficace. Mais les tensions lors de la désignation du candidat commun ont révélé des failles. Elles s'expliquent par la nature de la plate-forme : contrairement à l'Alliance du peuple, l'Alliance nationale s'est construite plus que tout sur un objectif électoral. Elle est constituée de partis très divers, et si ce caractère hétéroclite la rend plus forte par certains aspects, il rend aussi son unité fragile.

La longue et difficile quête d'unification de l'opposition

Jusqu'au début de la décennie 2010, le contexte n'est guère favorable à la construction d'une coalition d'opposition. L'AKP exerce une quasi-hégémonie sur le champ politique turc, jouissant d'une confortable majorité parlementaire, d'un réel soutien de l'opinion publique, et d'une certaine bienveillance des partenaires internationaux. Considérablement limitée dans son accès au Parlement, l'opposition pro-kurde pèse encore peu, d'autant que le gouvernement de Recep Tayyip Erdoğan multiplie les signes d'ouverture en direction de l'électorat kurde. L'opposition se réduit donc au parti kémaliste historique, le CHP, le plus souvent appuyé à l'époque par un MHP affaibli. Avec des scores électoraux bien trop modestes pour espérer renverser l'équilibre des forces⁵⁰, les kémalistes se contentent d'être l'opposition formelle à un bloc conservateur incontesté. L'année 2013 marque cependant un tournant. Le mouvement dit « de Gezi », parti d'une manifestation pour préserver le parc éponyme, voit des milliers de

50. Le CHP obtient 19,4 % des voix aux élections législatives de 2002, 20,8 % à celles de 2007 et 26 % à celles de 2011.

manifestants défier le pouvoir d'Erdoğan. Aucune contestation n'avait jusque-là pris une telle ampleur⁵¹. Surtout, alors que les précédentes manifestations étaient plutôt le fait d'une frange de l'opinion publique acquise au CHP, celles-ci révèlent une plus grande diversité. À Gezi se retrouvent certes des kémalistes, mais aussi des militants libertaires, écologistes, anarchistes, et même à titre individuels des sympathisants du MHP ou des proches de l'aile libérale de l'AKP⁵². Regroupant une large fraction de la jeunesse, le phénomène apparaît davantage générationnel que partisan. Il met en lumière l'émergence de deux phénomènes : l'AKP n'est plus la puissance politique incontestée des années 2000 ; et ses opposants se répartissent en tendances plus variées qu'auparavant. De là s'impose une conclusion simple : l'opposition peut l'emporter, si elle parvient à s'unifier.

Les années qui suivent sont marquées par une série d'échecs ou de demi-victoires témoignant de la difficulté à mettre cette idée en pratique. En 2014, le CHP et le MHP s'essayent à présenter un candidat commun à l'élection présidentielle, Ekmeleddin İhsanoğlu. Tranchant avec les figures issues traditionnellement du sérail kémaliste, cet ancien président de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) a vocation à séduire la frange conservatrice de l'opinion qui pourrait être intéressée par l'offre de l'opposition. Mais l'essai n'est pas concluant, car le CHP et le MHP sont incapables de s'entendre avec l'opposition pro-kurde, portée par la figure émergente d'un jeune et charismatique candidat, Selahattin Demirtaş. Recep Tayyip Erdoğan, à l'aise dans un exercice électoral qui repose avant tout sur le charisme personnel, écrase la concurrence en se voyant élu dès le premier tour avec 51,8 % des voix. Un an plus tard, les élections législatives du 7 juin 2015 marquent cependant un premier revers électoral pour l'AKP : avec 40,9 % des voix et 258 députés sur 550, il se retrouve minoritaire et n'est pas en mesure de former un gouvernement. Mais les difficultés d'unifier l'opposition vont crûment apparaître : cherchant à s'adresser à la fois au MHP nationaliste et au HDP, jeune parti qui réunit l'électorat progressiste et pro-kurde, le CHP ne parvient pas à amener les deux à s'entendre, et donc à construire une majorité alternative. De nouvelles élections sanctionnent durement cet échec le 1^{er} novembre 2015 : le MHP perd 40 députés, le HDP 21, tandis que le CHP stagne. Le référendum constitutionnel d'avril 2017 offre ensuite à l'opposition une nouvelle opportunité de s'unifier : il ne s'agit plus de construire une majorité de gouvernement, mais d'accepter ou de rejeter la forme du régime politique et, partant, la figure qui le porte, celle du président Erdoğan. Menant

51. Même si d'autres épisodes de contestation ont eu lieu : en 2004, la mobilisation de la société civile (mais aussi les critiques des institutions européennes) dissuade la Turquie d'adopter une loi pénalisant l'adultère ; en 2007, une série de grandes manifestations réunit les Turcs qui craignent une remise en cause du modèle laïc, sans ébranler réellement le pouvoir de l'AKP.

52. E. Caliskan, S. Waldman, *The new Turkey and its discontents*, Hurst&Compagny, 2016, pp. 102-106 ; C. Letsch, « Turkey protests spread after violence in Istanbul over park demolition », *The Guardian*, 1^{er} juin 2013.

l'opposition, le CHP est rejoint dans la lutte par certains anciens membres de l'AKP ainsi que par des membres du MHP qui refusent le soutien apporté par leur parti au président. Parallèlement, le CHP parvient à s'entendre avec le HDP et avec plusieurs petits partis de gauche pour organiser un « front du non » commun⁵³. Le « oui » au référendum l'emporte finalement avec un faible écart (51,4 %), les accusations de fraude ou d'irrégularité dans le déroulé du scrutin affaiblissant sa légitimité⁵⁴. Cette victoire à la Pyrrhus traduit la méfiance croissante de l'électorat turc envers Recep Tayyip Erdoğan, et montre l'efficacité d'une opposition unifiée.

Une plate-forme à visée avant tout électorale

Les élections qui suivent seront l'occasion pour l'opposition de concrétiser cette aspiration à l'unité. Dans la foulée du référendum, une partie des cadres du MHP font scission et annoncent le 25 octobre 2017 la création du İYİ, nouveau parti nationaliste opposé au gouvernement et mené par Meral Akşener. Celle-ci entame immédiatement des pourparlers avec le CHP, dont plusieurs cadres l'ont par ailleurs ralliée. L'évolution du calendrier électoral catalyse le rapprochement : en avril 2018, Erdoğan annonce que les élections générales prévues pour le 3 novembre 2019 auront lieu de manière anticipée, le 24 juin 2018. Or, selon les règles électorales turques, le İYİ ne peut concourir qu'à partir du 28 juin, terme de sa période légale de formation. Il peut toutefois s'affranchir de cette contrainte s'il dispose d'un groupe parlementaire. Le CHP saisit l'occasion d'aider son nouvel allié : le 22 avril, il autorise 15 de ses députés à rejoindre le İYİ, permettant à ce dernier de former le groupe en question et de concourir aux élections⁵⁵. Tous les éléments d'un large rassemblement sont désormais en place.

Au début du mois de mai, quatre partis d'opposition annoncent ainsi la création de l'Alliance de la nation. Au CHP et au İYİ viennent s'adjoindre deux partis n'ayant pas de députés, mais au poids symbolique significatif : le Parti démocrate, fondé en 2007, héritier des partis de centre-droit qui dominaient la vie politique turque dans les années 1980 et 1990 ; et le Saadet⁵⁶, mouvement islamiste fondé par Necmettin Erbakan, figure tutélaire de l'islam politique turc et mentor des jeunes années de Recep

53. « HDP, CHP, EMEP, ÖDP ve Halkevleri: Ev ev dolaşma zamanı » [HDP, CHP, EMEP, ÖDP et les « Maisons du Peuple » : il est temps d'aller de foyer en foyer], *Evensel*, 22 janvier 2017, disponible sur : www.evrensel.net.

54. D; Boffey, « Turkey Should Investigate Referendum Vote 'Irregularities', Says EU Commission », *The Guardian*, 18 avril 2017.

55. Il est à noter que lors de discussions informelles avec des cadres ou des militants du CHP, cet envoi de députés est souvent présenté comme un service rendu, supposé mériter la reconnaissance du İYİ et garantir son soutien. Lors de la crise qui a opposé les deux partis début mars 2023, ce discours a été beaucoup utilisé sur les réseaux sociaux par les soutiens du CHP.

56. Parti de la félicité [Saadet Partisi].

Tayyip Erdoğan. Le ralliement de ce dernier est particulièrement intéressant. Sa présence dans la coalition d'opposition a deux objectifs : montrer que celle-ci ne se construit pas contre les religieux ; et assurer à l'électorat conservateur la possibilité d'être représenté au Parlement sans avoir à voter pour l'AKP⁵⁷. L'alliance des quatre vise cependant uniquement les législatives : le CHP, le İYİ et le SP présentent en parallèle chacun leur propre candidat à l'élection présidentielle qui se tient le même jour, tout en s'accordant pour soutenir celui qui se maintiendrait au second tour face au président Erdoğan. Par ailleurs, et malgré sa volonté explicite d'être inclus dans le processus, le HDP est laissé à l'écart de la coalition, en raison de l'intransigeance du İYİ⁵⁸ : le parti nationaliste s'oppose frontalement au mouvement pro-kurde, dénonçant le projet décentralisateur et autonomiste porté par ce dernier, et lui reprochant d'entretenir des liens avec le PKK. Les résultats qui tombent le 24 juin 2018 sont une semi-déception pour l'opposition : Recep Tayyip Erdoğan emporte la présidentielle dès le premier tour avec 52,6 % des voix⁵⁹, et conserve une solide majorité parlementaire grâce à son alliance avec le MHP. Début juillet, les porte-paroles des principaux partis de l'opposition annoncent la suspension provisoire de l'alliance, non en raison de désaccords entre eux, mais du fait de son inutilité hors-périodes électorales.

Ainsi la vocation de l'Alliance de la nation est, dès sa genèse, purement électorale. Elle ne relève pas tant d'une convergence idéologique que d'une volonté commune des partis qui la composent d'obtenir la majorité parlementaire. Il existe certes d'indéniables points de convergence entre le CHP et le İYİ : les deux mouvements revendiquent officiellement l'héritage du républicanisme de Mustafa Kemal Atatürk ; ils se veulent laïcs, insistent sur l'indivisibilité du territoire (rejetant de ce fait les projets de décentralisation proposés par les mouvements pro-kurdes), et professent un nationalisme certes plus marqué au İYİ mais qui reste aussi bien ancré au CHP. Mais si l'on observe les circonstances de leur alliance, on constate que c'est bien le fait de s'opposer au pouvoir erdoğaniste qui les a rapprochés. Quant au Parti démocrate et, surtout, au Saadet, leur inclusion dans la coalition relève de considérations purement tactiques. C'est donc bien son efficacité supposée lors des scrutins qui est la raison d'être de ce cartel.

57. En 2018, une liste doit faire 10 % pour accéder au Parlement. Jusqu'alors, en raison de ce barrage, le SP, qui n'atteint généralement pas 1 %, ne disposait d'aucun député. Un réflexe de « vote utile » pouvait alors conduire l'électorat religieux à choisir un mouvement, l'AKP, certain de siéger au Parlement. En intégrant une coalition certaine de dépasser les 10 %, le SP s'assure une chance d'avoir des députés, et peut espérer enrayer ce phénomène de « vote utile ».

58. H ; Duran, « Is the Nation Alliance Collapsing? », *Politics Today*, 25 septembre 2019, disponible sur : www.politicstoday.org.

59. Le candidat du CHP, Muharrem İnce, obtient 30,6 % ; celle du İYİ, Meral Akşener, 7,3 % ; quant à Temel Karamollaoğlu, pour le SP, il plafonne à 0,9 %.

Les élections municipales de 2019 constituent en ce sens un test majeur. À l'approche du vote, prévu pour le 31 mars, le CHP, le İYİ et leurs partenaires réactivent la plate-forme commune et, fait nouveau, évitent de partir en ordre dispersé, présentant des listes communes dans les grandes villes. Les résultats sont plutôt probants : les listes d'opposition triomphent dans 4 des 5 plus grandes villes du pays ; en plus de conserver Izmir, traditionnellement acquise aux kémalistes, elles s'emparent d'Adana et d'Ankara – dont le nouveau maire, le CHP Mansur Yavaş, ancien membre du MHP, a su séduire l'électorat nationaliste et conservateur. Le cas d'Istanbul est encore plus spécifique : le candidat soutenu par l'opposition, Ekrem İmamoğlu (CHP), l'emporte d'une courte tête. Mais l'AKP et le MHP dénoncent des fraudes ; le 6 mai, le Conseil électoral supérieur annule les résultats de l'élection et programme un nouveau scrutin pour le 23 juin. « Ça a été une grande erreur du président Erdoğan », affirme le député İYİ Yavuz Ağırlioğlu, « car cette décision a mis les électeurs en colère et soudé l'opposition⁶⁰ ». Effectivement, le vote rejoué à Istanbul voit se construire une alliance inédite, puisqu'Ekrem İmamoğlu reçoit non seulement l'appui de l'Alliance de la nation mais aussi celui du HDP⁶¹, et l'emporte finalement avec 54,2 % des voix (contre 48,8 % en mars). Plusieurs cadres des partis d'opposition affirment que cette séquence est celle qui a réellement scellé l'union électorale, en montrant son efficacité⁶².

Dès lors se dégage plus ou moins le schéma par lequel l'opposition peut s'organiser : un cartel de partis, agissant ensemble en présentant des candidatures communes, et bénéficiant, soit d'un soutien discret, soit, à tout le moins, de l'absence de concurrence du HDP, qui s'abstient de présenter des candidats là où l'Alliance de la nation peut l'emporter. Le paysage partisan bouge en parallèle : en décembre 2019, Ahmet Davutoğlu, qui fut le principal artisan de la politique étrangère de l'AKP et Premier ministre d'Erdoğan entre 2014 et 2016, fonde un nouveau parti, le Gelecek⁶³, conservateur mais favorable au retour à un système parlementaire ; en mars 2020, Ali Babacan, ancien ministre de l'Économie (2009-2015), crée lui aussi un parti de même tendance, mais pro-européen, le DEVA⁶⁴. Ces deux formations nouvelles font rapidement connaître leur volonté de rejoindre l'Alliance de la nation. Des tractations ont lieu tout au long des années 2020 et 2021, aboutissant le 22 février 2022 à la mise en place de la « Table des Six » [*Altılı Masa*] : les mouvements d'opposition signent une déclaration commune, qui présente un accord d'alliance pour

60. Entretien avec l'auteur à Ankara, 22 juin 2022.

61. R. Soyulu, « Jailed pro-Kurdish Leader Demirtaş Throws Weight Behind Opposition Istanbul Candidate », *Middle East Eye*, 18 juin 2019, disponible sur : www.middleeasteye.net.

62. Entretiens de l'auteur avec Gürsel Tekin, député CHP d'Istanbul (Istanbul, 27 mai 2022) ; Yavuz Ağırlioğlu, député İYİ d'Istanbul (Ankara, 22 juin 2022) ; Orhan Tıraşoğlu, ancien maire CHP de Beylikdüzü (Istanbul, 31 octobre 2022).

63. Parti du futur [*Gelecek Partisi*].

64. Parti de la démocratie et du progrès [*Demokrasi ve Atılım Partisi*].

remporter les élections et revenir au système parlementaire. Les six partis impliqués sont le CHP, le İYİ, le Saadet, le Parti démocrate, le Gelecek et le DEVA. L'objectif clairement affiché est la victoire aux élections générales de 2023 : ils s'accordent non seulement pour unir les listes en vue des législatives, mais également pour soutenir un candidat commun à la présidentielle. L'Alliance de la nation répond donc à un besoin stratégique clairement identifié – la nécessité pour tous les mouvements d'opposition de s'unir, qu'il aura fallu près d'une décennie pour mettre en pratique.

Les fragilités d'une alliance trop hétérogène

La « Table des Six » s'entend sur un principe simple : le rejet de l'ultra-présidentialisme issu de la réforme constitutionnelle de 2017 et le retour à un modèle parlementaire classique. Mais cet objectif réunit six partis dont les orientations idéologiques sont très diverses, voire opposées. Le CHP se veut l'héritier des valeurs portées par Mustafa Kemal Atatürk, fondateur de la République (sécularisme, souverainisme), mais aussi d'un certain discours de type social-démocrate porté dans les années 1960. Il se partage aujourd'hui en diverses tendances, qui vont d'une forme de progressisme socialisant (avec la figure de Canan Kaftancıoğlu⁶⁵, architecte de la campagne municipale du parti à Istanbul) à un républicanisme teinté de nationalisme (incarné par Mansur Yavaş, le maire d'Ankara). Le İYİ est relativement proche de cette dernière tendance ; mais s'il est issu du MHP nationaliste, le parti de Meral Akşener se présente comme « de centre-droit⁶⁶ ». Cette appellation est aussi revendiquée par trois autres partis de l'Alliance : le Gelecek, au discours sociétal plus conservateur, le DEVA, libéral en économie et plus tourné vers les partenaires occidentaux, et le Parti démocrate, héritier des libéraux-conservateurs des années 1990. Enfin le Saadet continue de porter un discours teinté d'islamisme politique, même s'il concentre sa critique de l'AKP sur les questions d'autoritarisme et de corruption.

Il semble *a priori* difficile de construire un programme politique de gouvernement en partant de visions aussi différentes. Pour y parvenir, les six partis ont choisi une méthode qu'un de leur cadre compare à l'édification d'un bâtiment : « Il a d'abord fallu choisir une base solide, des fondations : c'était le principe du retour au régime parlementaire ; on essaie ensuite de trouver des principes communs sur chaque thème, qui seront des murs résistants ; le choix du candidat commun sera le toit de l'édifice⁶⁷. »

65. N. Ashdown, « A Motorcycle-Riding Leftist Feminist Is Coming for Erdogan », *Foreign Policy*, 1^{er} mai 2020, disponible sur : www.foreignpolicy.com.

66. D. Tansi, « İyi Parti ve merkez sağ'ın inşası » [Le Bon Parti et la construction d'un centre-droit], *Uluslararası Politika Akademisi*, 5 mars 2023, disponible sur : www.politikaakademisi.org.

67. Entretien avec un conseiller d'un des dirigeants de la « Table des Six », à Ankara, 17 janvier 2023.

Détaillant le processus de négociation au sein de l'alliance, il le définit comme une série de *rounds*, de réunions entre les cadres et les experts des six partis, organisées autour d'un ordre du jour thématique, et visant à trouver des propositions communes – les éléments qui ne font pas consensus étant écartés. C'est ainsi que la « Table des Six » a publié, le 30 janvier 2023, un programme de gouvernement⁶⁸ reprenant les points de consensus entre ses membres. Ce programme s'articule autour de trois grandes thématiques : le retour à un régime parlementaire équilibré ; la lutte contre l'inflation pour améliorer la situation économique ; et le respect des droits humains et des normes démocratiques. Il s'agit de thèmes importants pour l'opinion publique, qui restent cependant très généraux, et sur lesquels le programme propose de grands principes sans les assortir de mesures détaillées.

La diversité des partis membres de l'Alliance de la nation est présentée par leurs cadres comme une richesse : elle illustrerait à la fois le consensus pour rejeter l'actuel régime présidentiel, et la capacité à travailler ensemble dans une logique d'ouverture⁶⁹. Le CHP et le İYİ, de par leur nombre de députés (respectivement 135 et 37) et leur poids dans les sondages (qui donnent entre 25 et 30 % au premier et 10 et 15 % au second) sont les piliers de la coalition, ceux qui lui offrent un potentiel électoral élevé et garantissent l'entrée au Parlement de leurs partenaires. Le CHP étant le parti le plus puissant, c'est de ses rangs que sera issu le candidat à l'élection présidentielle. Le İYİ insiste de son côté surtout sur le retour au parlementarisme, Meral Akşener ayant expliqué qu'elle ne souhaitait pas concourir à la présidence de la République car elle préférerait le poste de Premier ministre⁷⁰. La présence du DEVA et du Gelecek est importante à double titre : d'une part, elle peut permettre d'attirer les libéraux qui avaient soutenu l'AKP dans ses premières années avant de s'en éloigner ; d'autre part, leurs dirigeants respectifs, Ali Babacan et Ahmet Davutoğlu, ont incarné pour l'un la réussite économique et pour l'autre l'ouverture diplomatique de la Turquie des années 2000 et leur présence crédibilise l'alliance sur ces sujets. Quant au Saadet, il est considéré comme important « pour montrer que la coalition n'est pas hostile aux Turcs religieux », et « en raison de son implantation locale, auprès d'un certain électorat populaire⁷¹ ». À l'inverse de l'Alliance du peuple, dont les partis semblent se fondre dans une ligne nationale-conservatrice et erdoğaniste commune, l'Alliance de la nation peut donner l'image d'un ensemble représentatif de segments divers de la population, uni par des objectifs électoraux et institutionnels.

68. Disponible sur : www.2712.com.

69. Entretien de l'auteur avec Gürsel Tekin, député CHP d'Istanbul (Istanbul, 27 mai 2022) ; et Seyit Torun, député CHP d'Ordu (Ankara, 21 juin 2022).

70. K. Congar, « Meral Akşener: Cumhurbaşkanlığına değil, başbakanlığa adayım » [Meral Akşener : Je ne suis pas candidate à la présidence de la République, je suis candidate pour être Premier ministre], *Euronews Turquie*, 25 septembre 2021, disponible sur : www.euronews.com.

71. Entretien de l'auteur avec Yavuz Ağırlioğlu, député İYİ d'Istanbul, à Ankara, 22 juin 2022.

Or, cette hétérogénéité est apparue dès les premiers mois comme une faiblesse de la coalition, hypothéquant sa capacité à rester unie jusqu'aux élections, et faisant douter de son aptitude à former un gouvernement stable en cas de victoire. La presse se fait régulièrement l'écho de tensions récurrentes. Dès le mois d'avril 2021, l'annonce par Ali Babacan que son parti se présenterait « avec son nom propre, sa gloire propre, son logo propre » conduisait les observateurs à envisager la dislocation de l'Alliance de la nation. De juin à août 2022, puis de nouveau en octobre, diverses rumeurs annonçaient une possible candidature de Meral Akşener à l'élection présidentielle⁷². Si l'intéressée n'a pas donné suite, des cadres du CHP n'hésitaient pas, en privé, à se demander « quel jeu joue le İYİ » – ce qui laisse affleurer des désaccords plus sérieux. Au-delà des questions de personnes, la diversité limite aussi la possibilité d'élaborer un programme de fond. Certains thèmes, comme celui de la convention d'Istanbul sur le droit des femmes dont la Turquie s'est retirée en mars 2021, à la grande inquiétude de ses partenaires européens, ne sont pas évoqués dans la feuille de route commune, laissant supposer qu'aucun accord n'a été trouvé à ce sujet. En début d'année un universitaire proche de l'AKP, Hasan Basri Yalçın, estimait que « même si l'opposition réussissait à gagner, elle ne resterait pas plus de six mois au gouvernement au vu de ses désaccords internes⁷³ ». La comparaison avec Israël fait son chemin : l'improbable coalition mise en place pour chasser Benjamin Netanyahu (2009-2021) du gouvernement n'a conservé sa majorité qu'un an et demi, avant que de nouvelles législatives permettent à l'intéressé de revenir aux affaires. Si les responsables de la « Table des Six » réfutent cette comparaison, il n'en reste pas moins clair qu'ils n'ont pas d'accord de long terme sur plusieurs sujets politiques sensibles. C'est évidemment le cas de la question kurde : tandis que le İYİ claironne que toute concession au PKK constitue une « ligne rouge⁷⁴ », le DEVA a suscité la polémique début janvier 2023 en proposant de remplacer dans la constitution le terme « Turc » par une sémantique plus inclusive⁷⁵. Les problématiques religieuses sont un autre sujet sensible. En octobre 2022, Kemal Kılıçdaroğlu a proposé de garantir par une loi l'autorisation de porter le voile ; destinée à rassurer ses partenaires conservateurs, cette sortie a été vivement critiquée au sein même de son parti par l'aile la plus attachée à la laïcité. Le programme commun est plus consensuel sur la nécessité de mettre fin à la spirale inflationniste, sans offrir pour autant de solution claire.

72. « Meral Akşener sera-t-elle candidate ? » [Meral Akşener aday olacak mı ?] est le titre récurrent de nombreux articles publiés dans la presse et sur les sites internet durant ces périodes.

73. Entretien avec l'auteur à Istanbul, 9 janvier 2023.

74. Selon l'expression de Yavuz Ağırlioğlu, député du İYİ, interrogé par l'auteur le 22 juin 2022 à Ankara ; fin mars 2023, protestant contre les discussions avec le HDP, Yavuz Ağırlioğlu a annoncé sa démission du İYİ.

75. M. Ersoy, « DEVA Partisi, Türk kelimesinden rahatsız oldu! Anayasa'dan kaldırmak istiyorlar! » [Le parti DEVA est mal à l'aise avec le mot Turc ! Ils veulent l'enlever de la Constitution !], *Bölge Gündem*, 4 janvier 2023, disponible sur : www.bolgegundem.com.

Mais c'est finalement la question du candidat commun pour la présidentielle qui a provoqué la première crise sérieuse. Meral Akşener avait certes très tôt renoncé à se présenter à l'élection présidentielle, mais elle avait aussi affirmé fin 2022 sa nette préférence pour la candidature des maires respectifs d'Istanbul et d'Ankara, Ekrem İmamoğlu et Mansur Yavaş. Elle s'était notamment affichée aux côtés du maire d'Istanbul en décembre 2022 après sa condamnation pour « insulte à agent public », alors que le dirigeant du CHP, Kemal Kılıçdaroğlu, restait particulièrement discret. S'il est difficile de connaître la nature des négociations internes à la « Table des Six », il semble clair que le choix du candidat commun ne faisait pas consensus. Son annonce a été mainte fois repoussée pour cette raison : alors qu'il devait être révélé le 14 février, la date a été ajournée en raison des séismes ayant ravagé le pays le 6 février, et c'est finalement le jeudi 2 mars que le choix de Kemal Kılıçdaroğlu a été rendu public. Meral Akşener, qui avait signé quelques heures plus tôt une déclaration commune des « Six » sur le consensus dans le choix du candidat, l'a immédiatement dénoncée et a retiré brièvement dans la foulée le İYİ de la coalition. Cette décision semble avoir pris ses partenaires au dépourvu – en janvier 2023, des cadres du CHP se disaient certains que le İYİ resterait loyal à l'alliance, peu importe le candidat choisi⁷⁶. Après plusieurs jours d'incertitude, Meral Akşener est finalement revenue à la « Table des Six » et la candidature de Kemal Kılıçdaroğlu a été officialisée le 6 mars. Principale concession au İYİ, il a été précisé qu'il nommerait les maires d'Istanbul et d'Ankara vice-présidents s'il remportait la présidentielle. Le dénouement atteste certes de la capacité de négociation des membres de l'opposition ; mais cette crise soudaine de dernière minute a révélé les faiblesses d'une coalition tactique, construite sur des objectifs électoraux davantage que sur une vision commune. En privilégiant ce modèle, l'opposition prête le flanc aux critiques qui mettent en doute sa capacité à gouverner la Turquie de façon stable et sur le long terme.

76. Entretiens avec l'auteur à Istanbul et Ankara.

D'autres essais de coalition en marge

Le modèle de la coalition, populaire dans les années précédant l'avènement de l'AKP, séduit donc à nouveau aujourd'hui en Turquie, car il permet de coaliser des forces variées, dans un pays dont la sphère politique est éclatée en une myriade de petits partis, et offre à ces derniers de plus grandes chances de franchir le barrage électoral des 7 %, ainsi qu'une plus grande visibilité aux candidats à la présidentielle. Mal représentées dans les deux grandes coalitions que nous venons de décrire, deux autres mouvances tentent aussi de s'organiser en cartel électoral : le HDP cherche à fédérer différents mouvements proches de son identité duale, à la fois pro-kurde et progressiste-libertaire ; à l'autre bout de l'échiquier politique, le nationaliste Ümit Özdağ, dissident du İYİ, dirige un cartel électoral hétéroclite, l'Alliance ancestrale, qui porte un discours radicalement nationaliste et anti-immigration.

Une coalition progressiste et pro-kurde pour arbitrer le scrutin législatif ?

L'absence du HDP dans la composition de l'Alliance de la nation est un élément frappant : avec 11,7 % des voix aux législatives de 2018 et 67 députés, il demeure en effet l'un des principaux partis d'oppositions en Turquie. Cela ne signifie pourtant pas qu'il n'y ait aucune entente. En privé, les cadres de l'Alliance de la nation admettent l'existence de pourparlers, portant notamment sur une surveillance conjointe de la sécurité du scrutin. Une déclaration du député CHP d'Istanbul Ünal Çeviköz, évoquant la libération du leader du HDP Selahattin Demirtaş en cas de victoire de l'Alliance de la nation, suggère que les négociations ont aussi évoqué ce sujet⁷⁷. Enfin, le 22 mars 2023, après plusieurs mois d'incertitudes, le HDP a fait savoir qu'il ne présenterait pas de candidat à la présidentielle, pour faciliter la défaite de Recep Tayyip Erdoğan⁷⁸. Une alliance en bonne et due forme ne semble cependant guère envisageable à court terme. Le problème porte essentiellement sur la question du PKK, mouvement armé dont le HDP rejette la violence, mais avec lequel il entretient des liens difficiles à

77. « Ünal Çeviköz: AİHM kararı çerçevesinde Demirtaş ve Kavala serbest bırakılacak » [Ünal Çeviköz : dans le cadre de la décision de la CEDH, Demirtaş et Kavala seront libérés], *TRT Haber*, 16 mars 2023, disponible sur : www.trthaber.com.

78. « In Vote Setback for Erdogan, Turkey's HDP Will not Field Candidate », *Reuters*, 22 mars 2023, disponible sur : www.reuters.com.

définir. Le moindre contact entre le CHP et le HDP est vivement condamné par les militants pro-gouvernementaux, qui les dénoncent par le partage du *hashtag* « CHPKK ». Il est certain qu'un rapprochement plus poussé nuirait considérablement à l'image des « Six » auprès des électeurs turcs. Et l'alliance formelle avec le HDP demeure une ligne rouge absolue pour le İYİ, qui l'accuse de menacer l'intégrité territoriale de la République.

C'est dans ce cadre que le HDP a entrepris d'assembler autour de lui une coalition de petits partis contestataires, qui ne se reconnaissent ni dans le national-conservatisme de l'Alliance du peuple, ni dans l'orthodoxie kémaliste qui domine au sein de l'Alliance de la nation. À cet exercice, le HDP dispose d'une longueur d'avance, puisqu'il est lui-même le produit d'une coalition née après Gezi entre le parti pro-kurde BDP⁷⁹ et plusieurs militants issus d'une gauche contestataire plus généraliste⁸⁰. Le 24 septembre 2022, quatre petits partis se revendiquant du communisme marxiste-léniniste, le TİP⁸¹ (4 députés à l'Assemblée), l'EMEP⁸², le TÖP⁸³ et l'EHP⁸⁴, ont ainsi fondé avec le HDP l'Alliance de la liberté et du travail – dénomination qui illustre le souhait du mouvement d'unir des thématiques libertaires avec les schémas plus classiques de la gauche anticapitaliste⁸⁵.

S'appuyant avant tout sur un électorat kurde, mais s'adressant aussi aux franges les plus à gauche de l'opinion publique, cette coalition organisée par le HDP pourrait, en cas de score suffisamment élevé, jouer le rôle d'arbitre entre l'Alliance du peuple et l'Alliance de la nation, négociant avec cette dernière une neutralité bienveillante pour lui permettre de remporter les élections et de disposer d'une majorité relative au Parlement. Jusqu'à présent, aucun parti pro-kurde n'a cependant pu s'entendre officiellement avec un parti revendiquant l'héritage kémaliste. Ceci s'explique à la fois par un lourd passif historique (Mustafa Kemal Atatürk a très durement réprimé, dans les années 1920 et 1930, plusieurs soulèvements kurdes), et par un désaccord de fond sur la gestion du territoire : lorsque les mouvements kurdes demandent une décentralisation, voire une fédéralisation, pour gagner en autonomie administrative, les kémalistes s'insurgent contre ce qu'ils perçoivent comme une remise en cause de l'unité de la République et une menace pour son intégrité territoriale. Une pleine intégration du HDP changerait donc profondément la nature de l'Alliance de la nation, qui pivoterait d'un bloc

79. Parti de la démocratie et de la paix [Barış ve Demokrasi Partisi], fondé en 2008 et dissous en 2014 au profit du HDP.

80. Sur la nature duale du HDP, voir A. Denizeau, « Le HDP, un nouveau venu en quête d'ancrage », *Note franco-turque*, Ifri, n° 16, janvier 2016, disponible sur : www.ifri.org.

81. Parti des travailleurs de Turquie [Türkiye İşçi Partisi]. Il dispose de 4 députés au Parlement.

82. Parti du travail [Emek Partisi].

83. Parti de la liberté sociétale [Toplumsal Özgürlük Partisi].

84. Parti du mouvement des travailleurs [Emekçi Hareket Partisi].

85. « What Does the “Labour and Freedom Alliance” in Turkey Stand For? », *World Socialist Web Site*, 18 octobre 2022, disponible sur : www.wsws.org.

national-républicain vers une mouvance de type social-démocrate, moins souverainiste et plus attachée aux questions des minorités. Cela pourrait conduire en contrepartie le HDP à rompre avec sa culture politique essentiellement contestataire et tribunitienne, au profit d'une stratégie d'accès au gouvernement. Cette hypothèse, envisageable lorsque le İYİ menaçait de quitter l'Alliance de la nation, s'est rapidement éloignée avec le retour au bercail du parti nationaliste. Le HDP est donc renvoyé pour le moment à ses ingénieries politiques traditionnelles : le rassemblement des deux sphères marginalisées que sont la gauche anticapitaliste et la mouvance pro-kurde, synthèse que son modèle de coalition peut consolider. Le choix de concentrer le combat sur les législatives, en s'abstenant de présenter un candidat à la présidentielle – malgré le charisme avéré de Selahattin Demirtaş –, représente néanmoins une concession essentielle à l'Alliance de la nation, au profit de son candidat unique, Kemal Kılıçdaroğlu.

Le difficile accouchement d'une coalition nationaliste alternative

La tripartition de l'espace politique turc (partisans du président Erdoğan, opposition kémaliste, mouvance pro-kurde et contestataire) ne résume pas tout le paysage partisan. Une quatrième tendance s'est ainsi progressivement dégagée depuis 2021, autour d'une forme de nationalisme contestataire qui s'oppose au gouvernement tout en rejetant la stratégie de l'opposition. Si les différentes formations qui gravitent dans ce sous-système ne pèsent guère dans les sondages (la plupart sont créditées de moins d'1 % des intentions de vote), cela ne doit pas conduire à mésestimer leur influence, qui s'exerce au sein d'électorats très politisés.

Cette mouvance alternative prend racine dans la dissidence d'un ancien proche de Meral Akşener, l'universitaire Ümit Özdağ. Membre fondateur du İYİ, il en a démissionné en mars 2021 pour lancer en août le parti Zafer⁸⁶. Sa rhétorique dénonce désormais les reniements du İYİ qui, en intégrant l'Alliance de la nation, aurait fini par abandonner deux de ses objectifs fondamentaux : la lutte contre les gülenistes et celle contre le PKK⁸⁷. Ümit Özdağ accuse l'opposition kémaliste de faire le jeu des séparatistes kurdes lorsqu'elle parle avec le HDP⁸⁸. À partir de 2022, le Zafer centre son discours sur la thématique migratoire, dénonçant

86. Parti de la victoire [Zafer Partisi].

87. « Ümit Özdağ, Fuat Uğur'a konuştu: Meral Akşener, Gülen'in talimatını uyguluyor » [Ümit Özdağ parle à Fuat Uğur : Meral Akşener suit les instructions de Gülen], *Gazeteciler*, 21 novembre 2020, disponible sur : www.gazeteciler.com.

88. « Ümit Özdağ'dan HDP'lilere bakanlık vadeden Millet İttifakı'na sert sözler: Bu PKK'ya teslimiyettir » [Les mots durs d'Ümit Özdağ envers l'Alliance de la Nation qui veut donner un ministère au HDP : c'est une capitulation devant le PKK], *Yeni Şafak*, 16 mai 2021, disponible sur : www.yenisafak.com.

vigoureusement la présence en Turquie de migrants syriens, afghans et pakistanais. Ce discours porte aujourd'hui en Turquie car, « dans le contexte de la crise économique, il y a une lassitude de l'opinion publique face à la présence de millions de réfugiés, notamment dans les grandes villes », explique Ahmet Gedik, chercheur en sciences sociales à Istanbul⁸⁹. Certes, l'Alliance du peuple et l'Alliance de la nation évoquent toutes deux les thématiques migratoires : elles s'entendent par ailleurs sur la nécessité de ne plus accueillir de réfugiés syriens, et d'en faire repartir un certain nombre (l'Alliance populaire estimant que cela n'est possible qu'en créant une zone de sécurité en Syrie pour les accueillir). Mais c'est véritablement le Zafer qui a fait de cette question le cœur de sa campagne et un des éléments du débat public.

Cette approche, qui mêle nationalisme radical et dénonciation des grands partis, a séduit plusieurs petites formations qui vont du centre-gauche à la droite nationaliste. C'est par exemple le cas du Doğru Parti (« Parti juste »), mouvement qui revendique l'héritage du centre-droit des années 1990, et dont le président, Rifat Serdaroğlu, a ouvert un dialogue avec Ümit Özdağ en 2022. Les deux hommes avaient développé l'idée d'une alliance avec le Memleket⁹⁰ de Muharrem İnce, une ancienne figure du CHP, dont il incarnait l'aile nationaliste, candidat de l'opposition à l'élection présidentielle de 2018. Ayant rompu avec le CHP début 2021, İnce reste une figure appréciée dans certains milieux de l'opposition, essentiellement des militants se revendiquant du kémalisme mais hostiles à l'équipe dirigeant actuellement le CHP. Le 28 février 2023, Ümit Özdağ a même fait savoir qu'il considérait Muharrem İnce comme son candidat à l'élection présidentielle⁹¹. On paraissait alors proche de la constitution d'une alliance pour les législatives entre le Zafer, le Doğru et le parti de Muharrem İnce, et la défection du İYİ de l'Alliance de la nation aurait pu rebattre les cartes – des figures notables des différents partis en question ayant envoyé des messages de soutien à Meral Akşener doublés d'une critique du CHP. Mais début mars, une série de rebondissements a forcé le Zafer à revoir ses partenariats : tandis que le İYİ retournait à la « Table des Six », Ümit Özdağ rompait avec Muharrem İnce, ce dernier décidant alors de se lancer seul, avec uniquement l'appui de son parti, à l'élection présidentielle. Et le 11 mars 2023, le Zafer annonçait la création de l'Alliance ancestrale, en s'unissant avec trois autres petits mouvements : « Mon pays⁹² » (nationaliste), le Parti de la justice⁹³ (libéral-conservateur)

89. Entretien avec l'auteur à Istanbul, 6 janvier 2023.

90. Parti de la patrie [Memleket Partisi].

91. « Ümit Özdağ: Cumhurbaşkanı adayımız Muharrem İnce » [Ümit Özdağ : notre candidat à la présidentielle est Muharrem İnce], *Kamudan Haber*, 28 février 2023, disponible sur : www.kamudanhaber.net.

92. Parti de mon pays [Ülkem Partisi].

93. [Adalet Partisi].

et le Parti de l'alliance de la Turquie⁹⁴ (nationaliste et modernisateur). Ce nouveau cartel électoral appuie la candidature à l'élection présidentielle de Sinan Oğan, un ancien membre du MHP. Le Doğru a quant à lui finalement refusé de se joindre à l'Alliance ancestrale, estimant que présenter un candidat supplémentaire à la présidence pouvait faire le jeu de Recep Tayyip Erdoğan⁹⁵.

Pour le moment, à l'exception d'une enquête faisant suite à l'annonce de sa candidature et qui le donnait à 12 %⁹⁶, Sinan Oğan est crédité d'1 à 2 % dans les sondages ; il fait face à la concurrence de Muharrem İnce, donné entre 3 et 7%. En l'absence d'un candidat du HDP à l'élection présidentielle, chacun des deux peut cependant espérer jouer le rôle de « troisième homme », et jouer le rôle d'arbitre si Recep Tayyip Erdoğan et Kemal Kılıçdaroğlu se retrouvent au coude à coude au premier tour. Cette configuration forcerait les deux prétendants à un jeu d'équilibrisme délicat : ils devraient faire vibrer la fibre nationaliste pour se concilier avec l'Alliance ancestrale et Muharrem İnce, sans pour autant perdre leurs soutiens kurdes – respectivement le Huda Par et le HDP. Le même enjeu d'arbitrage peut émerger aux législatives : le rapport de force et la mise en comparaison des résultats de l'Alliance ancestrale, d'une part, de l'Alliance de la liberté et du travail d'autre part, peuvent influencer la ligne suivie par les deux grandes coalitions parlementaires.

94. [Türkiye İttifakı Partisi].

95. « 'ATA İttifakı'nda aday krizi... Doğru Parti ayrıldı » [Crise liée au candidat dans « l'Alliance ancestrale »... Le Doğru l'a quittée], *Veryansın TV*, 11 mars 2023, disponible sur : www.veryansintv.com.

96. « Yenilenen İBB seçimlerini doğru tahmin eden Themis son seçim anketini açıkladı » [Themis, qui avait correctement annoncé les scores des élections pour le nouveau scrutin de la mairie du Grand Istanbul, a présenté sa dernière enquête électorale], *Haber 3*, 17 mars 2023, disponible sur : www.haber3.com.

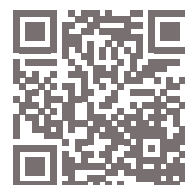
Un paysage politique toujours porteur d'incertitudes

La décision inattendue de Meral Akşener de se retirer de la « Table des Six », à dix semaines de l'élection présidentielle, suivie de son retour – tout aussi imprévu – quelques jours plus tard, pourrait être lourde de sens pour l'opposition. Elle fragilise en effet un scénario de campagne qui paraissait écrit d'avance : deux grandes coalitions qui se font face, tandis que deux mouvements alternatifs plus modestes ambitionnent de se positionner comme arbitres. Deux interrogations majeures surgissent alors concernant l'avenir de ces blocs électoraux.

La première inconnue porte sur l'avenir de la frange nationaliste de l'électorat turc. Elle se divise à l'heure actuelle entre la ligne incarnée par Meral Akşener et le İYİ, acceptant de faire bloc avec le CHP pour obtenir une alternance, celle de l'Alliance ancestrale, d'Ümit Özdağ et de Sinan Oğan, beaucoup plus intransigente et radicale, et celle du MHP, loyale à l'alliance avec Tayyip Erdoğan. Or, le discours nationaliste reste porteur en Turquie, y compris auprès des nouvelles générations urbanisées qui rejettent le conservatisme de l'AKP. Aucun mouvement ne peut réussir électoralement sans capter une partie de cette ressource idéologique. Si les sondages indiquent un lent effritement du MHP, désormais contesté dans son rôle de porte-parole historique du nationalisme turc, il n'est pas facile de savoir qui reprendra le flambeau. L'Alliance ancestrale peut séduire par sa cohérence idéologique les militants les plus politisés, mais elle risque aussi de s'enfermer dans un discours contestataire et tribunitien perçu comme inefficace. Le İYİ, de son côté, pourrait avoir des difficultés à concilier son discours nationaliste avec une alliance intégrant des libéraux, des islamistes, et pouvant à terme s'étendre à des mouvements pro-kurdes. Au vu de ces différents éléments, il paraît peu probable qu'un bloc électoral soudé unisse les nationalistes turcs, qui resteraient à moyen terme divisés entre plusieurs coalitions rivales.

La seconde interrogation porte sur l'avenir de l'Alliance de la nation : jusqu'où cette opposition réorganisée tiendra-t-elle son unité minimale ? Dès l'esquisse de la crise avec Meral Akşener, le président-candidat du CHP, Kemal Kılıçdaroğlu, a tâché de la minimiser, en indiquant notamment sa volonté de s'ouvrir à de nouveaux partis : il a fait part de négociations à venir avec le Parti de Gauche et surtout le TİP, allié du HDP dans l'Alliance de la liberté et du travail. Le HDP a quant à lui réagi en appelant à l'unité de l'opposition. L'Alliance de la nation ne risquera cependant pas l'union avec le HDP et ses alliés, qui pourrait fracturer le CHP lui-même, son aile la plus

nationaliste refusant ce scénario. Ces péripéties à répétition indiquent que les recompositions partisanes sont loin d'être achevées : la dynamique politique reprend ses droits, dans un pays où l'on avait vu l'opposition s'étioler au fil de deux décennies de pouvoir absolu de l'AKP.



27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org